L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Commerce Général, et de la Première Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 7 JUIN 1838.

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN.

Extrait de la séance du Sénat du 6 février 1835.

"Résolu que le Sénat de l'Etat de la Louisiane, approuve les sages mesures et la modération de l'ex-gouverneur A. B. Roman, et qu'il emporte avec lui, en quittant sa place, le souvenir des membres du sénat."

"Résolu que le président du Sénat soit invité à envoyer une copie de cette résolution à M. Roman."

Extrait de la séance de la Chambre des Représentans du 3 février 1835.

"Résolu par la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane que l'administration du gouvernement de l'Etat, par l'ex-gouverneur A. B. Roman, a été marquée par la sagesse et la fermeté, et par un zèle judicieux et intrépide pour le service public; que dans la exécution de lois il a montré fidélité, et dans les grandes et importantes mutations qu'il a faites, il a manifesté impartialité et un grand égard pour ses vrais intérêts de l'Etat, et qu'il se retire avec une entière approbation de cette Chambre pour sa conduite officielle, et avec l'estime et l'amitié personnelles."

"Résolu que l'orateur de la Chambre transmette à l'ex-gouverneur Roman, copie de ces résolutions".

Representant du 1er. District au Congrès
JOHN SLIDELL.
POUR LE SENAT DE LA LOUISIANE.
ALBERT HOA.

SUR UN EXTRAIT DE L'AMI DES PLANTEURS.

Le Courrier de la Louisiane qui puise toujours comme l'on sait, aux bonnes sources; fait part à son public d'un extrait de l'*Ami des Planteurs* du Donaldsonville du 2 courant, exprimant le désir d'en copier les parties propres dans l'*Abeille*, en faveur de l'électeur de Mr Roman. Nous pouvons rassurer l'Editeur de l'*Ami des Planteurs*, en le prévenant que, malgré certains bruits qui ont pu insidieusement être répandus sur la non acceptation du susdit pari, le montant en a été déposé à la Banque de Carrollton, au service des amateurs. La colère de l'*Ami des Planteurs* contre les amis de Mr Johnson, paraîtrait assez burlesque, s'le langage qu'il prodigue à Mr Prieur, ne l'étaient davantage. Mais, si, n'a-t-on pas que la retraite de Mr Johnson, n'aurait assé à injuste que ceux de Mr Roman en fussent responsables! Quoiqu'il en soit, la chose ne se dernier n'est pas douteuse, et toutes les parties, tandis puisqu'on, que le Mr Prieur n'y changeront rien. Acceptez, M. l'*Ami des Planteurs*, la partie qu'on vous est présentée, et préparez-vous à déposer vos fonds avec autant d'empressement et de loyauté, que vos adversaires. C'est pour vous un coup de dé sans mal assorti: c'est pour notre candidat un coup de carte à monter jugeons du moins, par les dupes actions d'une immense majorité des citoyens de tout l'Etat.

ÉLECTION.

Par jalousie de faire de l'esprit aux dépens de qui il appartiendrait, nous nous dispenserons de relever la maladie des imprimeurs, de ne pouvoir mettre, cachet par numéros d'ordre, dans le Courrier; et si, de lui-même le public n'a pas daigné faire justice du mauvais goût dont sont empreintes certaines attaques, assurément, nous nous garderons de lui en renouveller les dégoûts! Il ne s'agit pas d'ailleurs, du plus ou du moins de mérite littéraire des écrits polémiques relatifs à l'élection; il s'est uniquement question de la sincérité des dires de la puissance des raisonnemens capables d'apporter la conviction dans l'esprit des électeurs Pour les convaincre, ce n'est pas à écrivain; et c'est, d'après le jugement de tout un chacun, que le public peut en partie y gît du caractère du candidat en faveur duquel il se prononce. C'est par l'esprit qu'règne dans a discussion. C'est d'après le ton adopté dans ses débats, que l'observateur pourra se rendre compte des qualités de l'homme mis en présence du peuple; et si l'injure, si inconvenance, si l'oubli de toute réserve, n'indiquent pas une mauvaise cause, c'est tout rencontré à porter à son jugement rationnel réfléchissant d'une façon irréfutables. En effet, il n'a la raison fait défaut aux candidats à succomber les majorités n'y échappent les moyens de convictions surgissent ceux de subjugation; et ce n'est plus la persuasion qui vient au secours de l'écrivain inutile, c'est la calomnie, c'est la personnalité, c'est le dénigrement!

Qu'importe après tout au public les écarts où se jettent nos adversaires, par rapport aux divers publications, ou certaines propositions, et, ne'es-tiers, les perfides, et le mécontentement de la modération? Nous disons, dans certain cas d'utile, que la multitude est *naturaliste* a accroit chaque jour, assertion, que de raison ne voyons pas appuyer de nombreuses preuves, et que cette partie de la population se trouvera exposée à l'injuste prévention, ou, comme on ne craint pas de l'avancer, à l'aversion de M. Roman contre les étrangers, auxquels jamais il ne donnerait une place!" Et c'est en présence de faits tout opposés, c'est à la vue de deux des principaux sièges judiciaires occupés par des naturalisés, que l'on avance de telles assertions! Avons nous donc tort de dire qu'il est parti tout moyen étant bon! Et quelle confiance peuvent ils donner à un peuple, et le candidat, et les organes du parti prétendus!

Nous avons reçu par l'Estafette, arrivée hier, un feuille d'épreuve du *Journal du Commerce* de New York du 30 ult. contenant les nouvelles apportées dans ce port, par le navire *Orphéus* capitaine Bailey, parti de Liverpool, le 3 de mai. Nos lecteurs les trouveront dans une autre partie de notre journal, ainsi que les ventes des marchés de Londres et de Liverpool.

THEATRE.
BÉNÉFICE DE Mr ASTRUC.

C'est ce soir qu'aura lieu, au bénéfice de Mr. Astruc, une représentation dont le programme est susceptible de piquer la curiosité à plus difficile. Nous ne doutons point que cette représentation soit brillante. Mr As true a toujours bien mérité du public, et par son zèle et par son talent. Il a toujours été bien placé dans la plupart de ses rôles et remarquable dans quelques uns. *Michel Perrin*, *Gérard des Vaux Pitolet*, *l'Avare*, etc, etc, lui ont fait un véritable honneur Mr. Astruc a d'autant plus de droit à la bienveillance que mérite grande joie tout-à-fait différentes sont-ce l'igieuse et où elle jusqu'à ce jour dans mon domaine. En quelques mots, soyez sûrs je tiquer votre religion dans vos églises, et jugiez-moi d'après mes prières que j'adresse à Dieu, que ses mains soient paisibles de ceux qui veulent de malheur et ne demande, que la me abandonné ou un tant peu, j'être heureux! A sa mes paroissiens.

FREDERICK WILLIAM.

Berlin, 12 avril 1838.

LONDRES, 30 avril au soir.—Les fonds restent forts et n'éprouvent que peu de variations. Les consolidés étaient à 93 ¼ à 3/8 en comptant ou en compte. Actions de la Banque 215 à 8. Actions de la Compagnie des Indes 270 1/2 à 71½. Bons de l'échiquier 67.. à 68 de prime. Le balsines des exportations dans le marché étranger n'est faite passible ment.

LONDRES, 28 avril.—On a lancé dans le public une réponse à l'attaque dirigée contre la banque de M. Biddle, par le président Jackson. Cette réponse n'est pas à dédaigner parce qu'elle paraît venir de quelqu'un qui s'entend fort bien aux affaires et connaît à fond la matière dont il traite, et l'auteur a assez d'un bon nom pour soutenir l'opinion qu'il émet. Quelle que soit la valeur de ses raisonnemens, il est à désirer que tout homme qui a de l'argent à placer, ou qui est intéressé à la prospérité du commerce, prenne connaissance de cette réponse, et l'examine sans partialité le mérite de sa discussion, dans la question, si elle était mal gérée, et abusait avec tant de hauteur sur les ressources et les propriétés de l'Angleterre. Cependant cette réponse, quelque forte dans le fait dans la vue de faire impression sur ceux qui n'entendaient pas bien le sujet, était maigneusement sur tous les points importans de cet affaire, et ne donnait aucun des différents de la question. Elle ne dit pas, par exemple, de la conduite suspecte de M. Biddle, en refusant d'abord et ensuite retardant la remise des paiements en espèces; de la manière compliquée dont le gouvernement des États Unis, et des banques relevant à la révélation des billets de l'ancienne banque des États Unis; de ses comptes avec les différentes banques des États, qui paraît avoir été à charge de sa propre banque, dans diverses parties de l'Union; enfin elle ne dit pas un mot de ses propres affaires dans